



**La sécurité et géopolitique du Cambodge au membre de l'ASEAN
en Asie Orientale et l'APEC**

Mémoire de géopolitique

du Lieutenant-Colonel CHAN Samir
(Royaume du Cambodge)

Sous la direction de

Monsieur André BRIGOT
Professeur de science économiques et sociales
Ecole des Hautes Etudes en Science Sociales

31 MARS 2003

FICHE DE PRESENTATION

- 1 Titre du mémoire : La sécurité et géopolitique du Cambodge au membre de l'ASEAN en Asie orientales et l'APEC .
- 2 Lieutenant-Colonel CHAN Samir -Royaume du Cambodge.
- 3 juin 2003
- 4 Division B, groupe B1
- 5 Mémoire de géopolitique
- 6 RESUME : Le Cambodge est une pays dans la zone traditionnellement instable, l'Asie Orientale est en train de connaître des développements sécuritaires fort inquiétants, accélérés par la crise financière asiatique.Le forum de l'actualité cambodgienne un sommet de l'ASEAN ,pari difficile pour le Cambodge parce qu'il est le plus jeune membre de l'Association des nations du Sud-Est asiatique. Le Cambodge a un difficile pari à relever :organiser pour la premier fois de son histoire un sommet de l'ASEAN et assurer la sécurité d'une quinzaine de chefs d'Etat et de gouvernement.Des repositionnements intéressants sont mis en évidence et une course à l'exercice de la puissance sur la région est engagée sans merci, surtout par la Chine. La présence américaine dans notre zone augmente la tension certes, mais entretient un certain équilibre que la plupart des pays admettent même en le contestant. Les Etats-Unis maintiennent cet équilibre par un jeu de puissance à la fois militaire, économique et diplomatique de façon parfois contradictoire, souvent ambiguë suscitant une grande méfiance. Continueront-ils à entretenir cet équilibre ? Voudront-ils le rompre ? Le pourront-ils et à quel prix ? A travers une étude des enjeux, aussi bien historiques que présents, des équilibres des forces et les différentes politiques extérieures des puissances régionalement influentes, on essaiera de fournir des réponses à ces interrogations.
- 7 Mots clés: Le Cambodge en Asie Orientale, Etats-Unis, Chine, Japon, Russie, Corée, ASEAN, Crise asiatique, Développement-sécurité, armée chinoise, stratégie chinoise.

SOMMAIRE

Partie I :

L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (Association of Southeast Asia Nations (ASEAN))

Et

Asia-Pacific Economique Coopération

La sommaire l'ASEAN et l'APEC

La création de l'ASEAN

La création de l'APEC

Partie II :

L'ASEAN Aujourd'hui et perspective d'avenir en Asie Pacifique

L' Entretien d'une politique de défense et la sécurité

La Coopération Economique

La Coopération Militaire

Les menaces

Partie III :

La Préparation de l'Adhésion du Cambodge à l'ASEAN

Le Rôle du Cambodge avant l'intégration dans l'ASEAN

Le rôle dans l'ASEAN

CARTE DE LA REGION ETUDIEE DE L'ASIE ORIENTALE



INTRODUCTION

« Les efforts militaires sont tellement difficiles que nous devons les éviter quand c'est possible...Les Etats doivent poursuivre leurs objectifs commerciaux, non par démonstration de la force militaire, encore moins par la violence, mais par la recherche de l'avantage mutuel ».

Le Cambodge pendant la guerre civile et après est telle la piraterie, symptôme d'un pays dans une Asie fragilisée de journalistes SOLOMON KANE et LAURENT PASSI COUSSET dans « Le Monde Diplomatique produit de la crise et de l'instabilité politique /www monde-diplomatique.fr/2000/KANE 13848 ». A l'aube de ce siècle, cette citation reste pourtant plus que jamais d'actualité dans cette région du monde ?

L'étude qu'on se propose de mener dans ce mémoire aborde la sécurité du Cambodge au sein de l'ASEAN et en Asie Orientale de la composante maritime, là où les puissances dominantes se livrent à une concurrence sans merci pour asseoir leurs influences. La lutte s'annonce difficile car de par ses caractéristiques propres, cette zone ne s'y prête pas facilement.

En effet, cet ensemble présente trois caractéristiques principales : son poids, sa diversité et son instabilité.

Son poids est à la fois démographique et économique.

Démographique car elle est peuplée à elle seule par un tiers de l'humanité au sein duquel la Chine représente plus de la moitié.

Economique car son Produit Intérieur Brut approche celui des Etats-Unis et les échanges commerciaux y connaissent un grand développement.

La grande diversité de la zone prime dans beaucoup de domaines :

- Une diversité de la nature, caractérisée par une grande variété climatique, topographique végétale etc. qui diffèrent beaucoup entre le Nord et le Sud
- Une diversité religieuse : Le Bouddhisme, le Christianisme, l'Islam et d'autres cultes avec des variantes différentes pour chacun d'entre eux.
- Une diversité politique où coexistent démocratie (Japon, Taiwan), autocratie (Chine, Corée du Nord et Vietnam) en passant par des démocraties en développement (Singapour et Thaïlande), des dictatures molles (Malaisie) ou encore des dictatures à l'idéologie peu précise (Birmanie).

- Une diversité économique très importante, si l'on compare les rapports des produits intérieurs bruts par habitant des pays de la région (Japon 41000\$, le Cambodge 300\$), on constate que certains pays sont cent fois plus riches que d'autres avec toute une gamme intermédiaire.

Enfin le Cambodge arrête la guerre civile complètement à partir de l'année 1999. Les Khmers Rouges sont ralliés au royal gouvernement du Cambodge sans condition complexe. Mais cette zone est profondément instable pour des raisons diverses que la guerre froide avait figées pendant plus de quarante ans et que sa fin transforme en menaces ou en conflits.

La Chine avec le peu de moyens dont elle disposait et la menace soviétique qui la préoccupait, ne pouvait exprimer ses ambitions de puissance sur la région. Sa croissance économique des dernières années, ainsi que la modernisation de ses armements la libèrent de cette réserve.

La crise financière asiatique qui a éclaté l'été 1997 et la situation politique et sociale qu'elle a engendrée dans les pays les plus touchés, a éveillé quelques velléités territoriales notamment en mer de Chine. De même qu'elle a nourri de nouvelles menaces telles que des mouvements séparatistes, ethniques ou religieux, elle a développé de nouvelles formes de criminalité (drogue, piraterie, trafic d'armes et prise d'otages) et a réveillé des nationalismes religieux ou culturels.

Ces problèmes sont exacerbés par le manque de système de sécurité collective, laissant régner une logique d'équilibre de force entraînant une course acharnée à l'armement. Les structures de concertations existantes ont montré leurs limites.

La France est le onzième pays à signer avec le Cambodge un accord d'encouragement et de protection réciproques des investissements, depuis le rétablissement de cet état dans sa pleine souveraineté, en 1993. La France et Le Cambodge, héritiers d'une histoire commune née au XIXème siècle, ont été le plus souvent étroits, si l'on fait exception de la période dictatoriale qui a prévalu entre 1975 et 1979, et qui a plongé le Cambodge dans le drame intérieur et l'isolement extérieur. En revanche, cette proximité franco-cambodgienne ne se retrouve guère sur le plan économique et cet accord devrait contribuer à faciliter les investissements français au Cambodge. La présence française en Indochine se traduit, au Cambodge, par l'établissement d'un protectorat en 1863. Cette présence acceptée par notre pays au Cambodge que dans d'autres zones de la région, car ce royaume s'est toujours senti menacé par la vitalité de ses deux principaux voisins, le Viêt-nam, à l'Est, et la Thaïlande, à l'Ouest. L'équilibre régional est assuré par une puissance étrangère, les Etats-Unis.

Si la plupart des pays de la zone leur reconnaissent ce rôle et voient en eux un garant de leur sécurité, il n'en est pas de même pour ceux qui considèrent la région

comme leur sphère naturelle d'influence. Il en découle alors un jeu d'alliances et de politiques étrangères très complexe et bien souvent ambigu.

Quels sont les tenants et les aboutissants de cette situation ? Quelle vision chacune des puissances s'en fait-elle ? Dans quelles mesures le *statu quo* pourra-t-il être maintenu ? Quels sont les facteurs qui pourraient dégrader cette situation ?

Pour examiner ces questions, nous nous proposons de comprendre la situation générale, de voir les répercussions de la crise asiatique sur la stabilité de la région, d'analyser son équilibre des forces et essayer de placer dans ce contexte les repositionnements des puissances influentes face à ces développements.

Partie I : L'ASEAN et L'APEC

1.1 La sommaire

L'APEC, soit l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, les 10 pays membres de l'ASEAN, 7 sont membres de Brunei, la Thaïlande et le Viêt-nam, le Cambodge, le Laos et le Myanmar (Birmanie). Les membres de l'ASEAN partagent cinq normes : (a) le concept de sécurité des régimes, (b) l'anticommunisme, (c) la préservation de la souveraineté, (d) le principe stricte de non-intervention dans les affaires intérieures et (e) la promotion des principes de l'économie de marché. Ces normes, ainsi que les principes contenus dans le Traité d'amitié et de coopération en Asie du sud-est, conditionnent les actions de l'Association. Comme on peut le voir, les membres de l'ASEAN sont très réfractaires à l'idée d'affaiblir leur souveraineté.

La dépendance des économies de la région et la nécessité de garantir la présence stabilisatrice des Etats-Unis dans la région ont en partie motivé la participation de l'ASEAN dans l'APEC. Plus précisément nous verrons que l'APEC est un moyen pour l'ASEAN de s'assurer que les Etats-Unis restent présents en Asie tout en s'assurant l'ouverture de leur marchés d'exportation dans la région de l'Asie-Pacifique. En contrepartie, les membres de l'ASEAN, connaissant la façon de faire américaine, doivent s'attendre à des efforts de libéralisation assez poussés. La participation des membres de l'ASEAN au sein de l'APEC est donc conditionnée par la nécessité de gérer les demandes américaines afin de préserver les intérêts de ses membres au sein de la région.

Nous aborderons le rôle de l'ASEAN dans l'APEC en trois points. Premièrement nous ferons un survol de la création de l'ASEAN et de ses caractéristiques ainsi que les craintes et les motivations de l'Association liées à la formation de l'APEC. Deuxièmement, nous verrons comment l'ASEAN a géré ses relations au sein de l'APEC en se penchant sur différents conflits qui ont opposé les membres de l'APEC jusqu'à maintenant. Finalement, nous nous pencherons sur les perspectives d'avenir qui pourraient influencer la façon dont les membres de l'ASEAN aborderont l'APEC dans le futur.

De cette analyse trois points sont à retenir :

Lorsque l'on analyse les relations au sein de l'APEC, il faut toujours se rappeler que même si le Forum se veut apolitique, chaque membre est engagé dans la défense de son indépendance, de ses avantages et de sa liberté d'action tout en mettant de l'avant ses propres priorités économiques. En conséquence, les membres de l'ASEAN s'opposent à

toute proposition qui vise à donner plus de pouvoir à l'APEC au détriment des Etats membres.

L'ASEAN, même s'il s'agit d'un regroupement de petits Etats qui cherchent à faire face aux grandes puissances sur un pied d'égalité , n'est pas un bloc très uni. En effet , il n'est pas rare que les membres agissent de leur propre chef et l'exemple des position de Singapour et de la Malaisie face à la mondialisation est un exemple éloquent . En conséquence, bien que l'on puisse identifier des positions générales des membres de l'ASEAN face à l'APEC , on ne peut s'en tenir à une analyse basée seulement sur le régionalisme .

Les membres de l'ASEAN sont assez pragmatiques pour savoir que la participation à l'APEC les expose aux pression américaine sur les questions de libéralisation économique . Par conséquent , ceux-ci utilisent l'APEC pour gérer les demandes américaines et ainsi préserver leur intérêts en bloquant une institutionnalisation plus poussée du Forum même s'ils savent qu'à long terme cette institutionnalisation est inévitable.

1.11. La création de l'ASEAN



Les chiffres sont l'année d'entrées au membre de l'ASEAN

-L'ASEAN a été créée en 1967 cinq états de l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, avec la Déclaration de Bangkok. Les désignent habituellement sous le nom d'ASEAN-5. Le Brunei Darussalam est devenu membre en 1984, le Viêt-nam en 1995, le Myanmar et le Laos en 1997 et, finalement, le Cambodge en 1999. L'ASEAN couvre maintenant l'ensemble de l'Asie du Sud-Est au sein de ce que plusieurs analystes considèrent comme une communauté de sécurité en formation. Avec plus de 500 millions d'habitants et une superficie de 4 millions de km², l'Asie du Sud-Est est une région avec beaucoup de potentiel. Bien que formée d'économies réduites, l'ASEAN-7 représente aussi 13,2% des exportations de l'APEC et 12,4% des importations. Jusqu'à la crise de 1997-98, ces pays recevaient une forte des investissements dans la région.

Le but : pour unifier les états pro-occidentaux et à terme rétablir politique dans la région.

1.12. LA CREATION DE L'APEC

A la fin des années 80, les leaders de l'ASEAN ont réalisé que leurs économies se dirigeaient vers une intégration régionale et internationale rapide sous l'impulsion du marché et que le libre-échange pourrait les aider à diminuer leur dépendance envers le marché américain. Cette réalisation a mené au projet de libre échanges de l'ASEAN, mais a aussi rendu le projet de l'APEC intéressant pour ses membres. En effet, un équilibre entre le développement intra-régional et extra-régional doit être maintenu car une préoccupation excessive envers la facilitation des échanges au niveau intra-régional tend à faire oublier les objectifs importants de libéralisation commerciale au niveau mondial.

A la fin des années quatre-vingts, pour plusieurs dirigeants de la région, les négociations de l'accord de libre-échange entre le Canada et les Etats unis et les discussions en vue d'un éventuel marché européen en laissaient entrevoir un retour du protectionnisme dans le monde. De plus, la dépendance des membres face aux investissements étrangers a rendu la participation à l'APEC intéressante. En effet, comme la croissance économique dans ces pays dépend des investissements directs étrangers, il est primordial pour l'ASEAN de s'assurer que ceux-ci ne seront pas réinvestis dans d'autres régions du monde.

APEC : Asie-Pacifique Economique de la Coopération

Membre Economique

**-Australie –Brunei –Canada - Chilie -La Chine -Hong kong Péru – Philippines -
Russie -Etats-Unis – Indonésie – Japon-Corée-Malaysie-Mexique-Nouvelle Zélande –
New Guinée-Singapour-La Chine Taipei –Viêt-Nam .**

OBSERVATEUR

L'Asie du Sud-Est et Nation d'ASEAN.

Partie II :L'ASEAN aujourd'hui et perspective d'avenir en Asie "Pacifique" .

2.1 L'ASEAN entretien d'une politique de défense et la sécurité en Asie

Les enjeux régionaux dans cette partie du monde sont très importants. On peut en citer plusieurs ; humains, historiques, culturels...etc. Ceux qui revêtent une importance prédominante dans notre étude, sont palpables et concernent les domaines économique et stratégique.

Le sommet apporte « la consécration du retour du Cambodge dans communauté régionale et internationale »,souligne un diplomate à quelques jours de la grand-messe annuelle de l'ASEAN ,lundi et mardi à Phnom- Penh.

Le terrorisme internationale, le programme nucléaire nord-coréen ,et le libre-échange avec la Chine vont génocide, à la guerre civil , et qui continue de connaître une pauvreté endémique.

Les dix pays de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique ont ouvert à Phnom Penh leur 8^e sommet .Il sera consacré à la lutte antiterroriste, au programme nucléaire nord-coréen et à la création d'une zone libre échange avec la Chine .

Les gouvernements de ces dix pays de se réunissent pour deux jours. Ils élargiront aussi leur rencontres à la Chine, Japon , et la Corée du Sud pour un ASEAN plus trois. L'ASEAN se réunira également avec l'Inde , ce qui est nouveau.

Selon un projet de déclaration , dont l'AFP a obtenu une copie , l'ASEAN doit condamner les récentes attaques terroristes de Bali et du sud des Philippines comme « des crimes haineux ».

Les intérêts stratégique de l'Australie ne se limitent pas à ses côtes.

Les objectifs essentiels de la politique de défense actuelle de l'Australie consistent à :

Développer et maintenir sa capacité à défendre l'Australie contre les attaques armées

Promouvoir un climat de sécurité régionale et mondiale qui dissuadent les agression.

L'Australie cherche à promouvoir la sécurité dans la région Asie Pacifique en étroite coopération avec les autres pays et notamment avec :

- L'Alliance de l'ANZUS AVEC les Etats-Unis ,qui a été réaffirmée par la déclaration de Sydney en 1996
- Les arrangements de Défense des Cinq Puissances ,entre l'Australie ,la Malaisie ,Singapour, la Nouvelle-Zélande et Royaume Uni
- Le Forum régionale de l'ASEAN ,qui réunit la plupart des pays de l'Asie Pacifique pour des discussions sur des questions de sécurité régionale
- Des liens de défense et de sécurité bilatéraux de toutes sortes qui existent depuis longtemps avec la plupart des pays de la région .

L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est(ANASE) sont plusieurs raisons derrière la création de celle-ci .On notera premièrement la peur du communisme tant au niveau interne qu'internationale ;

Deuxièmement ,une confiance réduite dans les puissances externes à la région ; troisièmement ,la décision de l'Indonésie de poursuivre une politique étrangère active et indépendante avec la coopération régionale ; quatrièmement , le désir de la Malaisie et de Singapour de contraindre l'Indonésie en l'insérant dans une structure coopérative ; cinquièmement ,des considérations visant à consolider les régimes politiques dans les pays membre ; et , finalement , le désir de concentrer sur le développement économique .Comme nous le voyons, c'est avant tout dans une perspective de sécurité régionale que s'inscrit l'ANASE , mais la notion de sécurité en Asie ne reflète pas seulement l'aspect militaire : en effet , on parle plutôt de sécurité globale .Cette approche de la sécurité lie les questions économiques et militaires, les problèmes internes et région.

La concept de sécurité globale a été développé sous deux formes, soit la forme japonaise et la externe , et souligne l'importance des moyens non militaire pour assurer la sécurité de la forme de l'ASEAN. Celle de l'ASEAN dérive du concept de *national resilience* évoqué par Suharto .Ce concept de sécurité est multidimensionnel en ce qu'il consiste en des aspects idéologiques , politiques, économiques, socioculturels et militaire et qu'il accorde au développement économique une plus haute priorité.

2.11 La Coopération Economiques et Fonctionnelle

Lors de la création de l'ASEAN , le commerce entre Etats membres n'était pas très significatif ,se situant à environ 10% des échanges intra-régionaux .Les premiers efforts de l'ASEAN ONT été conduits sur le plan économique afin d'augmenter le commerce intra-régionale . Un premier résultats est l'arrangement sur les tarifs préférentiels , signé en 1976.Celui-ci accord des tarifs douaniers préférentiels aux membres de l'association .Ce pendent ,il n'a pas donné beaucoup de résultats et les projets communs ne se sont jamais.

Le mois Novembre 2002 la Chine et l'ASEAN lancent le processus de la zone de libre-échange.

La Chine et dix pays de l'Asie du Sud-Est ont convenu d'établir une zone de libre-échange entre eux d'ici 2010 ,une démarche considérée comme un point de repère dans la coopération économique sino-ASEAN .

Le premier ministre chinois Zhu Rongji , en visite au Cambodge, et les dirigeants de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est(ASEAN) ont signé l'Accord-cadre sur la coopération économique globale Chine-ASEAN pour lancer le processus de libéralisation du commerce .Selon cet accord-cadre,la zone de libre-échange couvre le commerce dans les marchandises et les services, l'investissement et la coopération économique , avec le commerce des marchandises comme le noyau de la libéralisation du commerce . Les tarifs et les restriction commerciales sur la plupart des marchandises et des produits seront levés progressivement.

La Chine et les pays de l'ASEAN ont choisi l'agriculture, la technologie informatique , les ressources humaines et la promotion des investissements ainsi que

l'exploration de la vallée du fleuve Mékong comme les priorités de la coopération économique.

Dans un discours prononcé lors du premier Sommet sur la Coopération économique de la GMS (Greater Subregion) tenu à Phnom-Penh , Zhu a affirmé que tous les pays riverains du Mékong étaient des pays en développement avec une économie relativement sous-développée.

Les leaders des pays du GMS ont fait cette annonce lors du sommet du GMS tenu le dimanche après-midi 03 Novembre 2003 dans la capitale cambodgienne . Cette initiative , baptisée « GMS Phnom-Penh Plan », visera à former des responsables des six pays participants dans la planification stratégique , la gestion de projets, la mobilisation communautaire et d'autres techniques essentielles pour la gestion de développement et la bonne gouvernance.

La Banque de Développement asiatique (BAD) a affirmé qu'elle accorderait une subvention de 800 000 dollars pour aider à lancer ce plan .

Jusqu'aux premières décennies du 20^{ème} siècle, l'Asie de l'Extrême-Orient était encore perçue comme lointaine, à la périphérie d'un monde sous domination européenne et américaine depuis le siècle dernier.

Riches en matières premières, les pays de la région les échangeaient contre des produits manufacturés sans en tirer un quelconque avantage particulier. Les comptoirs de commerce et les entreprises industrielles qui y ont été installés par les occidentaux depuis le 19^{ème} siècle, n'ont rien changé à leur réalité économique qui continuait à obéir à une logique de domination et d'exploitation. Une exception cependant à cette règle, le Japon. L'industrialisation de ce pays a en effet commencé pendant les années 20. A la fin des années 30, il comptait déjà parmi les pays techniquement les plus avancés du monde.

Après la seconde guerre mondiale, les pendules avaient été remises à l'heure. Le potentiel industriel du Japon a été fortement endommagé. La Chine maoïste chassa les entreprises occidentales vers Hongkong et Taiwan. La Corée dévastée par la guerre fratricide finit par être divisée. Ce qui confère à cette région une image d'épuisement ou de sous développement total.

Ce panorama pessimiste n'est plus reconnaissable à partir des années 80. Le Japon hautement développé, rivalise avec les Etats-Unis dans beaucoup de domaines industriels. Il représente à lui seul 16 % de l'économie mondiale. La Corée du Sud, Hongkong, Taïwan et Singapour dits Nouvelles Economies Industrialisées (NEIs) connaissent une réussite économique sans précédent avec une croissance soutenue de 7 à 8 % sur de longues périodes. L'Indonésie, la Thaïlande la Malaisie et les Philippines ont réalisé des performances économiques sans commune mesure avec les autres pays en voie de développement. Ils ont su réduire leur dépendance en matières premières et en produits agricoles tout, en augmentant leurs capacités de production industrielle.

Ces pays sont cités en exemple en matière de développement par les organismes financiers internationaux tels que le Fonds Monétaire International

(F.M.I) ou la Banque Mondiale. On évoque cette réussite sous l'appellation de « Miracle asiatique ».

Au début des années 90, cette région du monde représente déjà 21 % de la production mondiale et 31 % de sa population. Toutes deux vont en s'accroissant. Une remarque cependant mérite d'être soulignée. A l'exception du Japon, il ressort que ces pays considérés individuellement, ont soit une démographie importante avec un faible PNB ou à l'inverse une population peu importante avec un fort PNB.

Il en découle, que c'est dans une approche régionale qu'il convient de rechercher la force économique de cette partie du monde. Le PNB de cet ensemble dépasse celui des cinq pays les plus riches d'Europe (Allemagne, France, Royaume Uni, Italie et Espagne).

A la lumière de ce qui précède, il s'avère que la zone de l'Asie-Pacifique représente des potentialités économiques très prometteuses. Un modèle économique nouveau qui a fait ses preuves et imposé ses principes. Mais ce modèle comporte aussi beaucoup de failles. Sans aller jusqu'à le condamner complètement, il nécessite certains réaménagements dont l'urgence s'est fait ressentir au lendemain de la crise financière qui a frappé la région en 1997. Ces réformes doivent commencer par poser les fondements d'une régionalisation réelle de l'économie. L'Europe constitue dans ce domaine un excellent exemple à suivre.

La course effrénée vers une croissance aveugle, a engendré certaines négligences volontaires ou conjoncturelles qu'il conviendrait de combler pour ne pas avoir à subir leurs méfaits plus tard. On pourrait en citer ici, la mauvaise répartition des dividendes de la croissance, la négligence des Droits de l'Homme, la détérioration de l'environnement, la croissance démographique et la rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles vitales.

Si ces carences ne laissent pas indifférents les pays occidentaux, ceux-ci n'en demeurent pas moins attachés aux pays de l'Asie Orientale par des liens historiques, économiques, stratégiques ou humains. Alors qu'ils redoutaient leur ascension au début des années 90, la perspective de leur effondrement à la suite de la crise asiatique les a beaucoup inquiété. La mondialisation de l'économie, la globalisation de son marché ainsi que la libéralisation des mouvements financiers, ne pouvaient laisser sereins des acteurs économiques même apparemment indépendants. L'interdépendance de cette économie, laissait planer beaucoup de zones d'ombre quant aux retombées de la crise asiatique sur l'économie mondiale.

2.12 La Coopération Militaire

Alors que les schémas occidentaux étaient encore brouillés par les développements radicaux survenus dans le bloc de l'Est et le manque de visibilité qui a précédé la fin de la guerre froide, les membres de l'Asean multipliaient déjà leurs

initiatives diplomatiques (discours sur les «valeurs asiatiques », proposition d'un Comité économique de l'Asie de l'Est (EAEC), ...). En essayant de modeler une géopolitique novatrice, ils cherchaient d'abord à se positionner dans le nouveau contexte mondial et à réduire leur dépendance à l'égard de circuits traditionnels. A la même période, ils ont commencé à améliorer leurs capacités militaires. A partir des années 1987-1988, on note, en effet, une augmentation régulière des budgets de défense dont les objectifs annoncés sont de moderniser les appareils militaires, d'améliorer le niveau opérationnel des troupes et de compenser le retrait des forces américaines des bases philippines par la suite(1992-1993). Pour la seule période 1994-1996, les dépenses de défense pour les pays de l'Asean, à l'exception du Vietnam, ont crû en termes réels de 7 % pour atteindre 22 milliards de dollars en 1996. L'Indonésie et la Thaïlande (pour 700 millions de dollars chacun), Singapour (400 millions) et la Malaisie (350 millions) étaient parmi les onze premiers importateurs d'armes au monde. Sauf pour Singapour, ce développement, souvent désorganisé, mal planifié et peu coordonné, s'est opéré dans une certaine incohérence, entretenue par une corruption endémique et la priorité accordée au prestige(par rapport aux voisins) au détriment de l'efficacité.

L'impression qui prévaut au milieu des années quatre-vingt-dix est celle du désordre, de course en avant sans véritable réflexion stratégique. Ainsi, après avoir vertement critiqué l'accord signé en 1990 entre les Etats-Unis et Singapour (accord qui devrait trouver une plus grande efficacité avec la mise en œuvre en 2001, de la base navale de Changi), la Malaisie et l'Indonésie s'engageaient à leur tour dans des accords avec Washington (1994). En outre, même si la coopération bi ou trilatérale se confirmait entre les membres de l'Association, ceux-ci refusaient toujours une structure de sécurité. Sur le fond donc, même si l'ASEAN renforçait son assise diplomatique et sécuritaire, aucun progrès véritable n'était enregistré dans la coopération militaire. l'Asean restait un cadre polyvalent capable de satisfaire les intérêts modulables de chacun des partenaires, sans orientation précise vers une dynamique stratégique véritablement régionale.

Au lendemain de la crise de 1997, cette situation a empiré et des tensions réelles à la limite de la confrontation ont commencé à apparaître entre ses membres comme cela a été décrit plus haut. La conjoncture générale n'y étant pas « favorable », aucun conflit franc n'a éclaté.

Dans la plupart de ces pays, la gestion quotidienne des affaires publiques accorde la priorité à l'effort économique. L'arrivée au pouvoir de civils moins enclins aux dépenses militaires (notamment en Thaïlande et aux Philippines) confirme la baisse d'intérêt pour les questions purement militaires et une réorientation plus globale de la sécurité.

La réduction des capacités financières a entraîné une baisse des budgets militaires ce qui a eu pour conséquence la réduction des entraînements, la réduction de l'usage des matériels et l'annulation pure et simple de certains exercices importants.

L'Indonésie par exemple a annulé toute une série de manœuvres conjointes avec ses partenaires extérieurs. La Malaisie a annoncé au dernier moment qu'elle ne participerait pas aux exercices Stardex menés au sein du FPDA (*Five Power Defence Agreement*) sous prétexte que ses bases (notamment la base aérienne de Butterworth) ne seraient pas exploitables pendant cette période (1998). Les exercices conjoints Thamal entre la Malaisie et la Thaïlande ont été annulés en juin 1998. Sur le coup, certaines des réunions au niveau des états-majors ont été ajournées *sin die*. Enfin, les exercices Cobra Gold, qui se sont tenus en mai 1998 entre les forces thaïes et américaines, ont été financés occasionnellement aux quatre cinquièmes par les Etats-Unis. En Malaisie, non seulement les exercices deviennent rares mais les autorités ont demandé aux militaires de rester chez eux (ou à la mosquée) quand cela est possible. En Thaïlande, le commandant en chef des forces armées, le général Mongkol Ampompisit, a évoqué «la banqueroute de l'armée de l'air», car depuis près d'un an, les heures de vol sont limitées à deux par pilote et par mois. Le premier porte-hélicoptères acheté en Espagne, le « Chakri Naruebet » reste à quai quand il ne fait pas sa sortie mensuelle de 48 heures. Il n'a participé à aucun exercice annuel. Partout ailleurs, l'entraînement se limite aux seuls exercices de routine.

Par ailleurs, les commandes d'armement sont soit ; annulées - le cas le plus fréquent -, réduites ou reportées. Certaines commandes précises sont cependant maintenues. Ainsi, la Thaïlande a annulé la commande de huit F/A18 qu'elle avait passée à MacDonal Douglas en 1996. Djakarta suspend son projet d'acheter des sous-marins allemands et annule en janvier 1998 sa commande d'avions de combat SU-30 et d'hélicoptères Mi-17 russes, en dépit des propositions de troc soumise par les autorités russes. De même, les projets malaisiens de s'équiper d'hélicoptères d'attaque et de véhicules blindés sud-africains ont été gelés. Les commandes thaïlandaises de satellites de communications et de sous-marins, celles de corvettes et d'hélicoptères malaisiens, ainsi que l'achat de missiles et d'hélicoptères anti sous-marins indonésiens, ont été reportés. En revanche, Singapour a maintenu ses achats pour un peu plus de 6 milliards de dollars en 1997, les a même élargis aux hélicoptères d'attaque et s'intéresse à ce titre aux « Tigre » franco-allemands. Brunei non plus n'a pas remis en cause les commandes passées avant la crise. L'armée de l'air a reçu en 2000 des avions de combat légers Hawk 2000 de British Aerospace et la Marine quelques bâtiments de guerre. La Malaisie, l'Indonésie et les Philippines ont quant à elles, maintenu leurs commandes à l'usage de la sécurité intérieure. Pour lutter contre la piraterie et la contrebande qui se sont développées dans la région. La Marine philippine n'a pas annulé sa commande de patrouilleurs, des corvettes lance-missiles et des hélicoptères. L'armée philippine a initié en 1996 un programme de modernisation pour lequel elle a lancé en avril 1998 un certain nombre d'appels d'offres. La Malaisie continue à investir sur l'amélioration de son réseau radar de contrôle. Elle a toutefois réduit de 27 à 6 le nombre de patrouilleurs (classe Mexo) qu'elle avait commandés auparavant. Enfin, pour assurer des missions dans les provinces éloignées, l'armée de l'air a acheté des hélicoptères d'occasion. Elle

a aussi décidé de maintenir l'achat de seize avions de combat Hawk 2000 (pour un montant de 265 millions de dollars).

Dans certains pays les effectifs des armées sont également réduits : les forces armées philippines ont engagé sur 15 ans une baisse de 15 000 hommes (sur 65 000). L'armée thaïlandaise a annoncé une réduction de 75 % du nombre de ses généraux sur dix ans alors qu'ils étaient au nombre de 1400.

Avant la crise déjà, la coopération militaire entre les pays de l'ASEAN n'était pas des plus exemplaire. Les tensions qui sont survenues au lendemain de celle-ci et les méfiances mutuelles qui en ont résulté l'ont sérieusement éprouvée. D'un autre côté, cette même crise a mis en évidence, la nécessité d'une coopération en matière de sécurité, indispensable pour la stabilité régionale mais aussi pour assurer les sûretés nationales.

2.2. Les menaces

La réactualisation de la stratégie chinoise d'une manière générale et sa stratégie navale en particulier, le développement de ses forces armées, les incidents militaires notamment au détroit de Formose et en mer de Chine et l'irritation que montre la Chine quant à la présence américaine en Asie Orientale, inquiètent autant ses voisins qu'ils laissent vigilants les Etats-Unis. La politique déclaratoire qui accompagne ces développements, ponctuée de menaces à la limite de la provocation sème la perplexité dans les esprits. Jusqu'où peuvent aller ces menaces et quel crédit peut-on accorder à ces gesticulations ? La Chine est-elle actuellement en mesure d'aller jusqu'au bout de ces démonstrations ? Autant de questions à analyser pour essayer de décoder ces signaux et comprendre à travers eux, la portée des messages que la Chine veut transmettre.

2.21 La Réactualisation de la Stratégie Navale Chinoise

Avant d'aborder cette question, il est nécessaire de relater brièvement l'évolution de la stratégie chinoise dans sa globalité, ce qui l'a amené récemment à réactualiser sa stratégie maritime et à la privilégier*.

Juste après la révolution de 1949, la stratégie chinoise obéissait à une logique de sous développement économique. Celle de la guerre populaire, où le peuple chinois en armes, de par son nombre, sa détermination et la profondeur stratégique de son

* Voir Niquet Valérie, « Les orientations stratégiques en Chine après 1949 », « Les fondements de la stratégie chinoise », Hautes études stratégiques, Institut de stratégie comparée, Ecole des hautes études politiques, Ed Economia ,1996.

pays, résisterait pour la défense de son territoire, quel que soit le niveau technique des équipements de ses adversaires.

Durant les années 50 et suite aux désaccords sino-soviétiques, la Chine se retrouve dans un isolement profond et doit se défendre toute seule contre toutes « les forces impérialistes et hégémoniques qui la menacent ». Sa stratégie devient celle de la défense des frontières et l'idée de la guerre populaire, a glissé vers une guerre populaire dans des conditions modernes, comme complément du dispositif défensif militaire. Ses interventions en Corée et en Indochine s'inscrivent dans cette logique défensive et tentent de dissuader les Etats-Unis d'intervenir sur son territoire.

Après les essais nucléaires réussis en 1964, la Chine reste dans sa logique de stratégie défensive mais avec un atout de taille, celui de « la dissuasion minimum », contre toute agression nucléaire de la part des Américains ou des Soviétiques.

A l'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir, il procède à une politique d'ouverture à finalité économique. Après réévaluation de la position stratégique de la République Populaire de Chine, il a perçu à raison, l'absence de menace immédiate et l'a mise à profit pour restructurer l'armée populaire de libération (APL). Il a alors entrepris la rationalisation de ses forces en réduisant ses effectifs tout en les professionnalisant et commencé sa modernisation.

A la suite des événements de la place Tiananmen, où l'armée a joué un rôle répressif déterminant* en juin 1989 et la démonstration qualitative des forces par les occidentaux lors de la guerre du Golfe, il a accéléré cette modernisation des forces et des équipements de l'APL.

Avec l'implosion de l'Union Soviétique, se traduisant par la disparition de sa menace au nord de la Chine, le recul américain dans la région de l'Asie orientale et plus tard l'empêchement de l'Asie du Sud-Est dans sa crise financière et sociale, les ambitions chinoises sont devenues plus manifestes. Sa stratégie est passée de la logique d'intégration à celle de l'opposition. Elle s'est donc traduite par l'expression du passage d'une défense des frontières, à celle de la défense périphérique. En l'occurrence sa façade maritime englobant, Taiwan, les Archipels de la mer de Chine Orientale et Méridionale qu'il faut reconquérir et protéger. En conséquence, on assiste à une montée en puissance de ses capacités de projection et de la Force d'Action Rapide (FAR) pour se donner dans un premier temps les moyens de sa nouvelle politique et de s'imposer comme super puissance sur la scène internationale dans un second temps. Ce qu'elle ne peut réussir qu'en terme de puissance continentale. D'où la priorité toute particulière mais récente accordée à sa stratégie maritime qui devrait lui permettre de s'affirmer sur les océans comme les grandes puissances américaine et européennes en y affirmant sa présence et donc sa puissance. Il en découle le développement des moyens navals et ses forces de projection dont on a fait état au chapitre 3.22.

* « L'armée a réussi son examen politique » avait déclaré Deng Xiaoping à l'issue de ces événements.

Pour Madame Niquet Valéry, spécialiste de la région, en particulier de la Chine, l'évolution de la stratégie navale chinoise constitue une étape vers la défense avancée des intérêts vitaux du pays dans une zone qui « s'étend en réalité à une première chaîne d'îles, (*Di yi dao ian*) qui, de l'archipel japonais à Bornéo en passant par Taiwan et les Philippines, inclut les mers de Chine Orientale et Méridionale. A plus long terme, la marine chinoise souhaite acquérir la capacité de se projeter dans le Pacifique jusqu'à une deuxième chaîne d'îles qui, des Mariannes à Guam, marque symboliquement la ligne de front ou de partage avec la superpuissance américaine »*. Il en découle donc un nouveau besoin stratégique maritime visant à développer des capacités de « défense de l'avant » pour protéger les voies de communication maritimes.

Jusqu'au milieu des années 70, la marine chinoise était encore très peu développée. Ce n'est qu'au début des années 90 que son développement et sa modernisation ont commencé à s'opérer et continuent à aller bon train comme on l'a détaillé plus haut.

La réactualisation de la stratégie maritime chinoise et sa traduction en terme de moyens navals ont donné lieu à un certain nombre d'incidents militaires dans la périphérie des frontières chinoises internationalement reconnues. Ces incidents sous forme de déploiement de forces ou interventions souvent fermes et parfois brutales, sont suivis de périodes d'accalmie et d'engagement de dialogues qu'on examinera dans le prochain chapitre.

2.3 Les Etats-Unis et l'Asie du Sud-Est

La négligence et les contradictions manifestes avec lesquelles Washington a géré la crise depuis l'été 1997 replacent d'emblée les enjeux dans une perspective réaliste : l'Asie du Sud-Est n'est pas un vrai sujet de préoccupation pour les États-Unis. L'a-t-elle jamais été ? se demande-t-on à travers la région, tant les solidarités ont tardé à se manifester et ne s'expriment qu'en échange de conditions requises et calculées. Les Etats-Unis ont lors de l'éclatement de la crise fait l'impasse sur l'Asie du Sud-Est, laissant la région se débattre dans ses difficultés en se recentrant sur l'Asie de Nord-Est(Chine, Japon Taiwan et Corées).

Au-delà d'un anti-américanisme populaire qui s'exprime à travers la critique adressée au, FMI (Thaïlande, Philippines et Indonésie) et à l'OMC, la déstabilisation des Etats a atteint un niveau alarmant qui affecte la sécurité de la région et auquel les Etats-Unis semblent rester indifférents. Cette situation pourrait déclencher des enchaînements difficilement maîtrisables. Le retour des allégeances religieuses (d'un islamisme militant à un bouddhisme détaché), entre autres, pourrait avoir des

* « Fondement de la stratégie chinoise, les nouvelles missions de l'APL à la fin du XXème siècle », Hautes études stratégiques, Institut de stratégie comparée, Ecole des hautes études politiques, Ed Economia, 1996.

répercussions sensibles sur les équilibres globaux. On reproche au *leadership* américain « de ne pas intégrer la complexité des tissus nationaux » lors de ses interventions qui « provoquent des tensions incontrôlables ». Dans une perspective mondiale, la ligne de fracture Nord-Sud réapparaît : la région a bien reculé de dix ans. La perception dominante en Asie du Sud-Est est que les pays occidentaux en particulier les Etats-Unis, ont leur part de responsabilité dans la crise et ne veulent pas l'assumer après avoir profité et alimenté les systèmes en place.

Sur le théâtre diplomatico-stratégique, la situation est tout aussi déstabilisante pour l'Asie du Sud-Est. La crise a replacé ces pays dans le dilemme classique entre désir d'autonomie et besoin de garanties extérieures : Américaines.

Les pays de la région restent sceptiques quant à cette option, mais ont-ils vraiment le choix ? Ils ne comprennent pas cette diplomatie américaine qui force des portes en manifestant ponctuellement beaucoup d'intérêt, mais qui ne s'inquiète pas de remettre de l'ordre après son passage. D'un autre côté, on ne peut pas ne pas se poser la question de savoir si les États-Unis ont une idée précise de l'ordre post-crise qu'ils ambitionnent pour l'Asie du Sud-Est et du délai et des conditions nécessaires pour le mettre en place .

2.31 Enjeux stratégiques

Sur le fond en effet, la présence militaire américaine n'a pas beaucoup évolué dans la zone depuis la crise. Aucun élément saillant ne permet de dire que les États-Unis profitent de la situation ; les accords de défense conclus entre la Thaïlande, les Philippines, Singapour (qui est devenu le partenaire privilégié) ne sont pas remis en cause ; les exercices Cobra Gold menés initialement avec la Thaïlande devraient même être étendus à d'autres pays de l'Asean. Singapour, en initiant des exercices aériens avec les forces australiennes et américaines (mai 1998, exercices Ex Commando Sling) ou avec la visite de son ministre de la Défense Tony Tan à Washington en novembre 1998, ne fait que confirmer le rapprochement amorcé depuis l'accord de 1990. Washington maintient des liens étroits avec Brunei, la Malaisie et l'Indonésie. Notons toutefois que les exercices entre les forces armées indonésiennes et les forces américaines ont été annulés depuis les événements de mai 1998, afin que les Américains ne se voient pas reprocher une ingérence dans les affaires intérieures. De même qu'elles ne participent pas à la force multilatérale au Timor. Les exactions des soldats des forces d'élite (KOPASSUS) pourraient leur être indirectement imputées.

Cet engagement permet aux Etats-Unis de maintenir une flexibilité opérationnelle (navale et aéronavale à partir de Singapour) tout en étant peu contraignante. Les visites successives de l'ex secrétaire d'Etat américain à la Défense William Cohen ou celles de l'amiral Prueher (alors commandant de la VIIème flotte américaine dans le Pacifique) pour «rassurer les alliés des Etats-Unis dans la région » se sont précisément effectuées dans une relative discrétion. Manille a demandé une

réactivation de l'engagement américain en raison de la stratégie de grignotage adoptée par Pékin en mer de Chine du Sud.

Plus qu'une présence sur le terrain, Washington voudrait mieux contrôler les jeux au sein de l'ARF et reprendre l'initiative dans ce forum. Entre un Japon paralysé par ses propres crises, une Chine qui a d'autres préoccupations internes et une ASEAN affaiblie, Washington pousse activement ses partenaires inconditionnels, pour se présenter comme le seul partenaire fiable capable de sortir la région du marasme. Au sein du Forum, les représentants américains multiplient les initiatives pour le rendre selon leurs termes- « plus efficace, plus performant et plus concret ».

Depuis la visite du président Jiang Zemin aux Etats-Unis (octobre 1997) et celle du président BILL CLINTON en Chine (juin 1998) suivie de celle du Premier ministre Zhu Rongji à Washington en 1999, les spéculations vont bon train sur les nouveaux équilibres en Asie Orientale. On serait passé d'une relation structurante (alliance de sécurité bilatérale Japon-Etats-Unis) à un triangle incertain (Chine-Etats-Unis-Japon) qui ajoute au désordre ambiant (la question de Taiwan reste en suspens). Or, il est important de rappeler, qu'aucune décision susceptible de bouleverser les équilibres dans les prochaines années n'a été prise : l'accord de « décilage » des missiles nucléaires obtenu par Clinton lors de sa visite est purement symbolique. Sur le fond, l'Asie du Sud-Est comme les États-Unis craignent une aggravation de la situation économique en Chine et des troubles politiques de grande ampleur. Qui pourrait alors maîtriser la situation ? Enfin, l'augmentation du déficit commercial américain à l'égard de la Chine, le raidissement diplomatique concernant les droits de l'homme et les accusations d'espionnage technologique (dans le domaine nucléaire) portées par Washington à l'encontre de chercheurs chinois travaillant dans des laboratoires américains (mars 1999) et le dernier incident de l'avion américain d'observation, ont de fortes chances de tempérer l'enthousiasme américain

2. 32 Perspectives d'Avenir de l'ASEAN

Si l'on se fie la rhétorique des membres il semble que tout va mieux que jamais pour l'ASEAN .De nouveaux projets sont sur les planches et l'accord de libre échange tient toujours . Par contre , la crise économique a sérieusement ébranlé l'association et son élargissement l'a affaiblie. Il y a maintenant deux types de membres : les membre riches et les membres pauvres que sont les nouveaux membres. L'association éprouve des problèmes à former un consensus sur plusieurs sujets et cela ne semble pas vouloir s'améliorer court terme. De plus, plusieurs membres sont au prises avec des problèmes internes importants.

L'Indonésie est toujours affaiblie par la crise ,son économie traînant loin derrière les autres , qui ont déjà récupéré ce qu'ils avaient perdu lors de la crise . De plus , les mouvements indépendantistes ont pris de la force suite à l'indépendance du Timor oriental et le processus démocratique est remis en question par l'armée . Le FMI

vient de sommer la Thaïlande d'accélérer les réformes qui , après avoir connu un début rapide , traînent maintenant de la patte pour des raisons politiques . Le baht est en baisse plus ou moins continue depuis décembre 1999 et certains analystes craignent une nouvelle crise . Aux Philippines la reprise des mouvements terroristes musulmans complique sérieusement le travail du gouvernement et le Président Estrada va peut-être faire face à une procédure de destitution , la Thaïlande à sommé le Myanmar de mettre plus d'efforts dans le contrôle de la drogue et , en Malaisie , le procès d'Ibrahim comme nous l'avons mentionné plus haut fait beaucoup de vagues .

Alors que la croissance fulgurante des économies membres semblait indiquer que l' « ASEAN way » et l'approche de la *Régional résilience* était une méthode efficace pour permettre aux membres de renforcer leur légitimité interne , la crise asiatique a tout remis en question . Déjà la norme de non-ingérence s'affaiblit, ce qui annonce des changements majeurs dans l'association ou bien sa disparition éventuelle. Les prochaines années seront critiques pour l'association , notamment le respect des délais de l'accord de libre-échange de 2003 pour les pays originaux et l'augmentation des échanges intra-ANASE. = L'association devra s'adapter aux changements apportés par la globalisation si elle veut conserver sa légitimité dans un monde où il est maintenant impossible de s'isoler des autres . La norme de non-ingérence devra être affaiblie car ces pays sont maintenant interdépendants comme la crise de 1997 l'a démontré .

Partie III :La Préparation de l'Adhésion du Cambodge à l'ASEAN

3.1 Chronique de la Consolidation du Pouvoir en Place

Dix ans après la signature des accords de paix de Paris , 5 millions d'électeurs ont désigné, à la proportionnelle et pour la première fois le 3 février 2002 , leurs chefs de communes, leurs adjoints et les conseils communaux (5 à 11 membres).En présence d'une centaine d'observateurs étrangers, huit partis politiques, dont cinq non représentés au Parlement , étaient en lice. Le Cambodge a organisé l'élection législative sous l'égide de l'ONU .Le gouvernement multipartite s'est accordé le résultat et politique le 13 novembre 1998.Le Parti du peuple cambodgien(PPC) du premier ministre HUN SEN a gagné, Celui-ci n'en a pas moins recueilli plus de 60% des voix et emporté 98,5% des 1621 communes du royaume ,alors que près de 90% des inscrits se sont exprimés. Cet échec du FUNCINPEC(Front Uni National pour un Cambodge Indépendant ,Neutre et Coopératif),emmené à partir de juillet 2001 par le prince Sirivudh , le frère du roi Norodom Sihanouk , a conforté les ambitions de Hun Sen pour les législatives de juillet 2003 .Le Funcipec (également parti du prince Ranariddh ,Président assemblée nationale) .Le gouvernement coalition comme l'année 1993 à l'époque APRONUC.

Le pays sort difficilement de son passé violent. Ainsi , faute de garanties d'impartialité suffisantes ,l'ONU a renoncé , en février 2002 ,après quatre ans et demi de

négociations , à contribuer à l'instauration du tribunal spécial pour juger les anciens chefs Khmers rouges, prévue par loi promulguée en août 2001 par le roi . De plus , en dépit de la déclaration commune signée par le PPC et Funcinpec en faveur d'un processus électoral sans violence en mai 2001, une vingtaine de candidats et de militants de l'opposition ont été assassinés .L mouvement d'opposition des Combattants Cambodgiens Tous les repositionnements géopolitiques qui s'y sont opérés ne sont pas dus essentiellement à la crise économique asiatique, mais celle-ci a mis en évidence certains d'entre eux et a précisé des attitudes jusque là ambiguës. Elle a réveillé des crises pour la liberté (CFF), qui s'était fait connaître le 24 novembre 2000 lors d'un assaut sanglant (8 morts) contre des bâtiments publics de la capitale , a été démantelé et ses partisans emprisonnés après deux procès, le Parti de Sam Rainsy :(PSR), en gagnant 13 communes, est de venu, de facto, la deuxième force politique du pays .En consolidant le pouvoir en place, les Cambodgiens n'ont pas tenu rigueur à leurs dirigeants de la lenteur des reformes du système judiciaire et de l'administration des forces armées (30.000 en 2002), de l'endettement massif(deux tiers du PIB) et du peu d'efficacité de la lutte contre la corruption ou la déforestation. Il est vrai que Phnom Penh a renoué avec la croissance (+5,3%) et continuait de bénéficier d'une aide international importante(611 millions de dollars pour 2001-2002).

3.11 Le rôle du Cambodge avant l'intégration dans l'ASEAN

Le Cambodge présente 26^e AMM (Asean Ministériel Meeting , Rencontre annuelle des un de l'ASEAN en tant qu'observateurs) en tant qu'invité le **23-24/1993** au Singapour.

Le Cambodge sommet sa candidature au statut d'observateur 25 octobre 1994 .

-Le Cambodge souscrit au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est.

-Le Cambodge devient un observateur d'ASEAN 6 d'ASEAN-7(le Viêt-nam est admis comme 7^e membre de l'ASEAN)

- -Le Cambodge sommet sa candidature à l'admission à l'ASEAN 12 Août 1996.Admission simultanée de la Birmanie, du Laos et du Cambodge 31 mai 1997(Kuala Lumpur).
- -Le 16 Décembre 1998 Au cours du 6^e sommet de L'ASEAN ,les Etats membres décidèrent l'admission du Royaume du Cambodge en tant que 10^e membre de l'ASEAN.Les ministres des Affaires étrangères reçurent mandat d'organiser des cérémonie spéciales d'admission, qui devaient se dérouler à Hanoi .
- -Le 30 Avril 1999 à Hanoi, La cérémonie officielle. d'admission du Royaume du Cambodge au sein de L'ASEAN .
- Remarque: Cambodge, Laos , et Birmanie soumièrent leur candidature en 1996 , toutes trois émettant le vœu de jour en 1997.Si le Laos et Birmanie furent admise comme prévu le 23 juillet 1997 au sein de l'ASEAN, le Cambodge des évènements survenus les 5 et 6 du même mois et définis par les dirigeants de l'ASEAN comme «*circumstances which*

have resulted from. the use of force »(des circonstances malheureuses découlant force) vit son admission remise à une date ultérieure .

3.12 Le rôle du Cambodge dans l'ASEAN

-Le sommet du tourisme de l'ASEAN le 20 janvier 2003 à Phnom-Penh .

-Le sommet de l'ASEAN novembre 2002 à Phnom Penh.

-Participer la construction progressivement du marché électronique intégré au sein de la région du Grande Mékong.

Le Cambodge approuve un projet de tribunal pour anciens khmers rouges.

Le Cambodge et la Malaisie pays organisateur de la Tiger Cup en 2004.

L'ensemble de temples khmers, inscrit au Patrimoine mondiale, subit un afflux mais les infrastructures ne sont pas suffisantes pour faire face à un tel succès. Le retour de la paix en 1998, a marqué le début d'une véritable implosion. Environ 400 000 étrangers ont fait le détour en 2002, soit 30% de plus que l'année précédente, sans compter des dizaines de milliers de Cambodgiens. Plusieurs compagnie aériennes relient aujourd'hui Sièm Rièp à Phnom Penh , Bangkok, Ho-Chi-Minh ville et Vientiane.

CONCLUSION

Le Cambodge devrait voir son économie se développer dans les secteurs industriels et des services , à l'image de ses principaux voisins (Thaïlande, Vietnam) .Ce développement à venir suppose des réformes structurelles de grande ampleur que la France appuie par une aide publique importante en experts et en moyens financiers .Le sommet apporte la consécration du retour du Cambodge dans la communauté régionale et internationale, souligne un diplomate à quelque jours de la grand-mess annuelle à Phnom Penh .Le sommet a donnée l'occasion au Cambodge d'avoir des relations avec de grands pays comme la Chine, le Japon et l'Inde . Il permettait au Cambodge d'envoyer un message un petit pays a un rôle à jouer dans la politique internationale. C'est une occasion unique pour le Cambodge de se vendre dans la région et le monde .

Compte tenu de l'importance des enjeux en Asie Orientale, aussi bien économiques, stratégiques que politiques et du nombre, de la nature et de la complexité des conflits qui y règnent, cette région du monde est instable et reste potentiellement .et des conflits aussi bien internes que bilatéraux ou multilatéraux qui étaient éludés à la faveur du développement économique et social. Elle a en outre donné aux pays touchés, la mesure

réelle des interdépendances régionales dans leur expression aussi bien bénéfique que contraignante. Elle a aussi montré les carences de la seule instance de concertation de la région du Sud-Est asiatique (ASEAN) et la nécessité de lui faire jouer le réel rôle sécuritaire qui a toujours été occulté surtout entre Etats membres. Les autres organisations telles que l'APEC, l'ARF, le CSCEA ou l'ASEM, palliatifs à une ASEAN impuissante, ne doivent constituer que des instances complémentaires à son action régionale.

Le repli de la Russie traduit la volonté de ses dirigeants de mettre de l'ordre dans ce pays : la reconsolidation de l'Etat, le redémarrage économique ainsi que l'amélioration du climat social. Sur le plan stratégique, ce repli est compensé par l'abaissement officiel du seuil de l'usage de l'arme nucléaire et par le partenariat avec la Chine.

La Corée du Nord qui connaît une situation interne très dégradée, use du chantage balistique ou « nucléaire » sur son voisin du Sud et sur le Japon, pour les contraindre par Etats-Unis interposés à résoudre ses problèmes.

Le Japon qui n'arrive pas à s'imposer comme une puissance régionale, renforce considérablement mais discrètement son potentiel militaire avec une finalité qui reste ambiguë. Il fait également allusion à la remise en question de son statut d'autodéfense et les Etats-Unis ne semblent pas en être surpris. Ce qui inquiète la Chine. Est-ce dans une perspective de contenir la Chine de connivence avec la politique régionale américaine ? Ceci n'est pas pour diminuer les tensions locales. Ou encore pour jouer un rôle régional plus actif ? Ce qui n'enthousiasme pas particulièrement les autres puissances en présence.

La Chine a des ambitions de puissance et d'hégémonie certaines sur la région. Elle essaie de combler les vides régionaux occasionnés par le retrait des autres puissances. Elle développe son économie mais aussi ses forces armées. Leurs niveaux restent en deçà de ses ambitions mais elle tente de présenter une image de puissance virtuelle, pour garder ses acquis actuels. Sa prudence quant aux actions qu'elle entreprend dans cette région reste de mise. Elles sont ciblées et mesurées. Son plus important enjeu reste Taiwan. Si les modalités de son ralliement à la Chine sont négociables, elle n'admettra aucune concession sur son principe. La présence américaine dans cette région va à l'encontre des aspirations chinoises. Le projet « Balistique Missile Défense » est très contesté et la Chine y voit la continuité de la guerre froide. Elle établit alors des alliances stratégiques avec la Russie, la Corée du Nord et démontre davantage d'ouverture envers les pays de l'ASEAN. En présentant une façade de puissance virtuelle, la Chine tente de gagner du temps pour se donner davantage de moyens de s'imposer.

Les Etats-Unis ne sont pas prêts d'abandonner cette région pour l'intérêt économique, stratégique et d'exercice de puissance qu'elle représente pour eux. Ils restent cependant sa seule puissance stabilisatrice et ses actions conditionnent l'avenir de la zone. L'équilibre des forces reste largement en leur faveur de par leur puissance totale économique, militaire, technologique et humaine. N'empêche qu'un conflit régional dans lequel ils seraient impliqués ne les laissera pas indemnes. Le statu quo qu'ils arrivent à maintenir est un moindre mal, sans lequel cet espace plongera dans un climat d'hostilité dont les nombreux pays émergents seront les premières victimes et les grandes puissances se livreront à une guerre sans merci. Ses répercussions peuvent être très graves sur l'ensemble du système international.

Si les autres puissances en place contestent la position qu'occupent les Etats-Unis actuellement, en cas de vacance -ce qui semble improbable-, aucune n'y admettra la prédominance de l'autre.

Finalement, l'Asie Orientale peut constituer un vaste et riche espace de progrès et d'aisance, à condition d'y sauvegarder la paix et la sérénité. Il faut continuer à y accroître les échanges et la coopération économiques et y instaurer une sorte de pan régionalisme de sécurité et de coopération multilatérale maintenues grâce à un dialogue franc et continu. Ceci dépend de la volonté des quatre puissances influentes (les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon) à établir un équilibre régional qui pourra servir de modèle d'un nouveau système international. Une manière de rendre hommage au stratéguiste américain, Alfred Thayer MAHAN, qui préconisait au début du siècle dernier, de privilégier la coopération économique profitable à tout le monde, aux rivalités militaires.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- Acharya, Amitiv « Collective Identity and Conflict Management in Southeast Asia » dans Emmanuel Adler et Michael Barnett (dir), Sécurité Communities, Cambridge University Press, Cambridge, 1998 ,pp.198-227.
- SOLOMON Kane (Journalistes) et LAURENT Passicouset Le monde diplomatique « Produit de la crise et de L'Instabilité ». <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/06/KANE/13848>.
- La Chine et l'ASEAN lancent le processus de la zone de libre-échange <http://fpfre.peopledaily.com.cn/200211/04/fra20021104-58009.html>.

- Cathrine GROSBOIS « Financement de l'AFD pour la réhabilitation de 3 marchés à Phnom Penh. Mission Economique de Phnom Penh
adresse :1,boulevard Monivong –Phnom Penh
[htt://www.diffusion.dree.org/email](http://www.diffusion.dree.org/email) :phnompenh@dree.org.
- KHMER-NETWORK [htt://www.khmer-network.com/site/](http://www.khmer-network.com/site/)
- Akashi, Yoji « An ASEAN Perspective on APEC » working paper serie,Helen Kellong Institute of International Studies,Notre Dame, n° 240 août 1997 ,21p.
- BOISSEAU du Rocher, Sophie, « Le modèle
- BOISSEAU du ROCHER, Sophie, -« *L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-Est* »-, l'Harmattan, Paris 1998.
- TASCHEREAU Rodrigue Taschereau « L'ASEAN »GRIC, Université du Québec à Montréal Canada janvier 2001.
- LA MALENE Christian « Accord de protection et d'encouragement réciproque des investissement la France et le Cambodge »Rapport 41(2001-2002).
- LE WEBMESTRE « Un sommet de l'ASEAN ,pari difficile pour le Cambodge »le 3/11/2002.
- BONIFACE, Pascal (dir), -« *l'Année stratégique 2001* »-, Michalon, Iris, Paris 2001.
- BOUISSOU, Jean-Marie, -« *Le Japon depuis 1945* »-, Collection Cursus, Armand Colin, Paris 1992.
- CORDELLIER, Serge, DIDIOT, Béatrice (dir), -« *l'Etat du monde 2001* »-, couverte, Paris 2001.
- COUTAU-BEGARIE, Hervé, -« *Géostratégie du Pacifique* »-, Economica, IFRI, Paris 1987.
- DOMENACH, Jean-Luc, Richer, Philippe, T I-« *La Chine : 1949-1971* », T II « *la Chine : de 1971 à nos jours* »-, Point Seuil, Paris 1995.
- DUFOUR, Jean-François, -« *Géopolitique de la Chine* »-, Complexe, Bruxelles1999.
- GOLDFIEM, Jacques de, -« *Sous l'œil du dragon* »-, Les 7 épées, Paris 1988.
- JAN, Michel (dir), -« Atlas de l'Asie Orientale -Histoire et stratégies »-, Seuil, Paris 1997.
- JOYAUX, François, -« *La tentation impériale, Politique extérieure de la Chine depuis 1949.* »-, Notre Siècle, Paris 1994.
- JOYAUX, François, -« *Géopolitique de l'Extrême-Orient* »-, T.I, -« *Espaces et Politiques* »- T.II, -« *Frontières et Stratégies* »-, Complexe, Bruxelles 1993
- LEFEBVRE, Maxime, -« *Le jeu du droit et de la puissance. Précis de relations internationales* »-, Presses universitaires de France, Paris 2000.
- MONBRIAL, Thierry de (dir), -« *Ramses 2001* »-, Ifri, Paris 2001.

-ZAKI, Laidi (dir), -« *Géopolitique du sens : l'émergence d'un espace de sens en Asie du Sud-Est* », Desclée de Brouwer, Paris, 1998.

-« *La coopération en Asie Pacifique* »-, La Documentation française, Les notices, Paris, 1995.

Périodiques :

-ANDURAIN, Arnaud d', (dir), -« *La Sécurité en Asie : qui est responsable ?* », Bulletin centre d'analyse et de prévisions, N°73, 2000.

-BERG, Eugène, -« *L'Asie Pacifique, Nouveau Centre du Monde ?* »-, Défense Nationale, N°3, mars 1997.

-CARO, Jean-Yves, -« *Répartition des revenus et croissance dans les pays de l'ASEAN* »-, Revue Française de Géographie, N°5, 1998.

-CHALK, Peter, -« *Low intensity Conflict in Southeast Asia : Piracy, Drug Trafficking and Political Terrorism* »-, Conflict Studies, janvier-février 1998.

-CHEN Stephen F., -« *The Republic of China on Taiwan : Recent developments and future challenges*, Nixon Center Perspectives, April 1998.

-COHEN W. S., -« *Annual Report to the President and the Congress* »-, US Government Printing Office, Washington DC. 1998.

-CRONIN, Patrick(dir.), -« *ASEAN and Regional Security* »-, Strategic Forum, N°85, United-States, October 1996.

-CUMINGS, Bruce, -« *Un débat semé d'embûches entre Tokyo et Washington : Le couple nippo-américain à l'heure du soupçon* »-, Le Monde Diplomatique, avril 1999.

-DANJOU François, -« *Relations Chine-Taiwan* », Revue Défense Nationale, août-septembre 1998.

-DELPECH, Thérèse, -« *La Chine, ses voisins et la démocratie* »-, Politique Internationale, N°87, 2000.

-DOMENACH, Jean-Luc (dir), -« *La Chine face à l'Occident* »-, Géopolitique, 1999.

-ESTANISLAO, Jesus P., -« *Nature, causes et conséquences de la crise asiatique* »-, Politique Etrangère, N°2 1998.

-FORTUNA, Anwar, Dewi, -« *L'accroissement des achats d'armes : signification et conséquences pour la stabilité politique de l'Asie du Sud-Est.* »-, Alternatives Sud, V. N°2, septembre 1998.

-GILBERT, François (dir), -« *Crises et Conflits en Asie* »-, Relations Internationales, N°27, 1997.

- GO PHILIP, S., -« *Les cinquante ans de la république populaire : Washington et Pékin, une mutuelle méfiance* »-, Le Monde diplomatique, octobre 1999.
- GODEMENT François, -« *Taiwan : le réalisme démocratique* »-, Libération, 22 mars 2000.
- GODEMENT, François (dir), -« *Chine, Japon, ASEAN, compétition stratégique ou coopération ?* »-, La Documentation Française, Notes et Etudes Documentaires, sep1999.
- GODEMENT, François, -« *Défi taiwanais pour les dirigeants de Pékin* »-, Le Monde Diplomatique, avril 2000.
- GODEMENT, François, -« *Intégration ou Indépendance : La Chine devant la crise Asiatique* »-, Géopolitique, N°67, octobre1999.
- GOH Sunny, -« *Reunification : China reveals concessions, The Straits* »-, Times, 22 septembre 1999.
- GOLDFIEM, Jacques de, -« *Espoir de détente en Asie ?* »-, Défense Nationale N°8 septembre 2000.
- GOLDFIEM, Jacques de, -« *La Nouvelle Politique Asiatique de Washington* »-, Défense Nationale, N°3, mars 1997.
- HEISHOURO, F., -« *Etats-Unis 1979-1999 : portée et limites de la puissance* », Politique étrangère, N°3, mars 1999.
- JOYAUX, François, -« *Chine-Etats-Unis, un Partenariat Stratégique Impossible* »-, Géopolitique, N°72, décembre 2000.
- KHAI LEONG, Ho, -« *Citizen Participation and Policy Making in Singapore : Conditions and Predicaments* »-, Asian Survey, V11 N°3, U.S., Mai 2000.
- KHANNA, RP, -« *Impact of China's ambitions to be a Regional Naval Superpower.* »-, Asian Defence, N°8, Malaysia, 1999.
- KIM, Kyu-ryoon, -« *Political and Security Environment in Asia : Uncertainties from Economic Crisis, Comprehensive Security and Multilateralism in Post-Cold War East Asia* »-, The KMS International Conference Series, N° 9, 1998.
- KLARE, Michael, -« *The next great arms race* »-, Foreign affairs, summer 1993.
- KLEN, Michel, -« *Les mouvements insurrectionnels en Asie du Sud-Est* »-, Défense Nationale N°11, 2000.
- KRUGMAN, Paul, -« *The myth of Asia's Miracle* », Foreign-Affairs, N° 6, novembre-décembre 1994.
- LAURENCE, Henry, -« *Financial System Reform and Currency Crisis in East Asia* »-, Asian Survey, United States, N°2, mars 1999.

- LEA, Soe-Hang, -«*La situation actuelle en Asie du Nord-Est et la politique concernant la péninsule de Corée, La Péninsule de Corée et les rapports entre les quatre grandes puissances en Asie du Nord-Est* »-, Institut de Sécurité Diplomatique, juin 1996.
- LEBLANC, Claude, -«*La marine chinoise, nouvel outil diplomatique du gouvernement chinois* »-, Relations internationales et stratégiques, hiver 1993.
- LEE, Seung-keun, -«*La stratégie militaire des quatre puissances de l'Asie du Nord-Est et le choix coréen* »-, Hérodote, N°97, 2^{ème} Trimestre 2000.
- LEE, Seung-Keun, -«*La stratégie militaire des quatre puissances de l'Asie du Nord-Est et le choix coréen* »-, Hérodote, 2^{ème} trimestre 2000.
- MANNING, Robert A., -«*Washington-Pekin-Taipei : le Triangle de Verre* »-, Politique Internationale, N°88, 2000.
- MARINE, Shaun, -«*L'ASEAN et L'ARF : les limites de la voie ASEAN* »-, Asian Survey, N°10, U.S., octobre 1997.
- MAYAUDON, Pierre, -«*L'avenir des forces armées Japonaises* »-, Futuribles 1997.
- MONIER, Claude, -«*Vers une modification des relations stratégiques de l'Asie du Sud-Est ?* »-, Défense Nationale, N°2, février 2000.
- NICHOLAS, D. Kristof, -«*Japanese is Sorry, He Called US Bully* »-, The New York Times, 6 janvier 1999.
- NIQUET, Valérie, -«*Chine-Japon : la montée des rivalités en Asie* »-, Défense Nationale, N°7, juillet 1995.
- NIQUET, Valérie, -«*Chine-Russie : quel partenariat stratégique ?* »-, Revue Internationale et Stratégique, N°38, 2000.
- NIQUET, Valérie, -«*Les fondements de la stratégie Chinoise* »-, Hautes Etudes Stratégiques, N°8, Economica et Institut de Stratégie Comparée, 1997.
- NIQUET, Valérie, -«*Les relations sino-japonaises, facteurs de crise et volonté d'apaisement* »-, Relations Internationales et Stratégiques, N° 27, automne 1997.
- PONS, Philippe, -«*Le PLD japonais retrouve sa position historique dominante* »-, Le Monde, 22 octobre 1996.
- RAILLON, François, -«*La Crise Asiatique, une victoire pour l'Amérique* »-, Futuribles, N°231, mai 1998.
- ROY, Denny (Dir.), -«*China threats ? -Tensions in the Taiwan Strait* »-, ibid., SHAMBAUGH, David, -«*Sino-American Strategic Relations : from Partners to Competitors* »-, Survival, V 42 N°1, U-K 2000.
- SCHMIDT, Christian, -«*Réduction des budgets militaires et nouvelles courses aux armements* »-, Défense Nationale, août-sept 1995.

-SHAMBAUGH, David, -« *The people's liberation army towards the 21st century* », Pacific Review, U-K, June 1996.

-TRAINAR, Philippe, -« *Les leçons de la Crise Asiatique* »-, Commentaires, N°88, octobre 1999.

-YOUNG, Peter, Lewis, -« *The unstable balance of power in the Asia-Pacific region : India, China, Japan and the United States.* »-, Asian Defence, Malaysia, 1999

-YOUNG, Peter, Lewis, -« *North East Asian Security : De Pobleme of Choosing your Ally* »- Asian Defence, Malaise, 2000.

-YOUNG, Peter, Lewis, -« *United States- China Relations – is a New Cold War in the making ?* »-, Asian Defence, Malaysia, 1999.

-« ARF, Pékin maintient la pression face à Taiwan », Le Monde, 29 juillet 1999.

-« *Asian Navies* »-, Jane's Defence Weekly, V 35 , N°4, United Kingdom, 2001.

-« *The Military Balance 2000-2001* », IISS, Oxford University Press, Londres, 1998.

La sécurité et géopolitique du Cambodge au membre de l'ASEAN en Asie Orientale et l'APEC

Table des matières

Introduction	04
Partie I : L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est(ANASE) Association of Southeast Asia Nation(ASEAN) et Asia- Pacifique Economique	06
1.1 La sommaire de l'ASEAN et l'APEC	06
1.11 La création de l'ASEAN	07
1.12 La création de l'APEC	08
Partie II : L'ASEAN aujourd'hui et Perspective d'avenir en Asie –Pacifique	08
2.1 L'Entretien d'une politique de défense en Asie Et la sécurité	08
2.11 La Coopération Economique et Fonctionnelle	10
2.12 La Coopération Militaire	12
2.2 Les menaces	12
2.21 Réactualisation de la Stratégie Navale Chinoise	15
2.2 Les Etats-Unis et l'Asie du Sud-Est	17
2.31 Enjeux Stratégiques	18
2.32 Perspective d'avenir du l'ASEAN	20
Partie III :La préparation de l'Adhésion du Cambodge à l'ASEAN	20
3.1 Chronique de la Consolidation du Pouvoir en place	20
3.11 Le rôle du Cambodge avant l'intégration dans l'ASEAN	21
3.12 Le rôle du Cambodge dans l'ASEAN	21
Conclusion	22
Bibliographie	24
Périodiques	25

